



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

29 octobre 2026

LE TOGO RENFORCE LA VIGILANCE FACE A LA MENACE DE LA MALADIE A VIRUS EBOLA



Lomé, 29 oct. (ATOP) - Le Togo renforce son dispositif de prévention contre la maladie à virus Ebola après la confirmation d'un cas de fièvre hémorragique de souche Bundibugyo au Nigeria, le 20 octobre.

Dans un communiqué publié le mardi 27 octobre, le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances appelle la population à la vigilance et

annonce le renforcement des contrôles sanitaires aux frontières.

Face à cette menace dans la sous-région ouest-africaine, les autorités sanitaires ont renforcé la surveillance épidémiologique, notamment par le dépistage thermique des voyageurs à l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma, au port et aux points d'entrée terrestres. Le dispositif prévoit également une meilleure préparation de la réponse sanitaire et des actions de sensibilisation des populations.

Le ministère rappelle que la maladie à virus Ebola est une infection grave et hautement contagieuse, qui se transmet par contact avec le sang et les autres liquides biologiques d'une personne infectée, ou avec un animal contaminé. Elle peut se manifester par une fièvre soudaine, une faiblesse intense, des douleurs musculaires, des maux de tête, de la fatigue, des nausées, des vomissements, de la diarrhée, des douleurs abdominales et parfois des saignements inexpliqués.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	2-3
NOUVELLES DES PREFECTURES	4-10
INTERVIEW	10-13
NOUVELLE DE L'ETRANGER	13-15
SPORTS	15-16

Pour prévenir la maladie, les autorités recommandent de se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon, d'éviter tout contact avec les liquides biologiques d'une personne suspectée ou malade et de ne pas manipuler sans protection adaptée le corps d'une personne décédée des suites d'Ebola. Elles conseillent également de bien cuire les aliments, notamment les viandes, avant leur consommation. En cas de suspicion, la population est invitée à informer rapidement la formation sanitaire la plus proche afin de permettre une prise en charge appropriée. Le ministère souligne qu'une détection précoce améliore les chances de guérison.

Le communiqué précise qu'aucun cas de maladie à virus Ebola n'a été enregistré au Togo à la date de sa publication. Les autorités appellent toutefois la population à maintenir sa vigilance et à collaborer avec les services de santé pour limiter tout risque de propagation. ATOP/AO/Source : Ministère en charge de la Santé



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

UNICEF:

LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DESORMAIS TRANSMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE A PARTIR DU 1^{ER} NOVEMBRE



Lomé, 29 oct. (ATOP) – Le bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Togo engage la digitalisation et l'automatisation de la gestion de ses correspondances, factures et autres documents administratifs, à compter du 1^{er} novembre prochain.

Dans le cadre de cette transition numérique, l'institution invite ses partenaires, prestataires et interlocuteurs institutionnels à transmettre exclusivement par voie électronique les

documents qui lui sont destinés, à l'adresse uniceflome@unicef.org. Il s'agit pour l'institution de renforcer l'efficacité et la célérité dans le traitement des dossiers.

Cette réforme vise à améliorer la traçabilité des dossiers, tout en garantissant la sécurité et la fiabilité des échanges administratifs.

Une période transitoire est prévue jusqu'au 30 novembre 2026 pour permettre aux partenaires et prestataires de s'adapter à cette nouvelle procédure. Durant cette phase, l'UNICEF recueillera leurs retours et observations en vue d'améliorer le dispositif.

À compter du 1^{er} décembre 2026, aucune correspondance physique, facture ou autre pièce administrative en format papier ne sera acceptée par l'institution.

Cette mesure marque une nouvelle étape dans la modernisation de l'administration du bureau de l'UNICEF au Togo et dans la dématérialisation de ses procédures administratives.

ATOP/JK (Source: Unicef)

EDUCATION/JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FILLE : **160 MEILLEURES ELEVES HONOREES**

Lomé, 29 oct. (ATOP) – La Direction régionale de l'éducation (DRE) du Grand Lomé a célébré en différé, le mercredi 28 octobre à Lomé, la Journée internationale de la fille (JIF), couplée à la campagne de sensibilisation « Octobre Rose ».

Placée sous le thème national « Promouvoir l'excellence chez les filles dans les filières porteuses pour un développement inclusif et durable », cette première édition a rassemblé 160 meilleures élèves issues des établissements publics, privés laïcs et confessionnels des différentes communes du Grand Lomé.

L'événement vise à encourager la réussite scolaire, l'autonomisation et l'épanouissement intégral des lauréates des examens du BEPC et du BAC 1 de l'année écoulée, tout en promouvant leur santé et leur protection.

Les participantes ont bénéficié de communications axées sur trois modules notamment la prévention et la santé; l'orientation professionnelle et les filières porteuses. Le clou de la cérémonie a été la remise de certificats d'honneur aux lauréates.

La directrice régionale de l'Éducation du Grand Lomé, Mme Djani Kossiwa Mawunyo, a souligné l'importance de placer les jeunes filles dans des cadres stimulants pour les inciter à rêver grand. S'adressant aux lauréates, elle les a exhortées à « garder le cap et à capitaliser leur temps ». « Aujourd'hui, nous avons pensé à honorer ces jeunes filles qui ont fait des merveilles au cours des derniers examens. Quand on demande à nos enfants de rêver grand, il faut leur montrer de bonnes choses pour qu'ils puissent savoir qu'il y a de très bonnes choses et le travail bien fait peut leur apporter beaucoup d'épanouissement », a déclaré Mme Djani.



Mme Djani (micro) exhortant les filles au travail bien fait



Inspecteurs professeurs et élèves

Mme Djani a adressé un message d'encouragement aux élèves en difficulté : « L'échec n'est pas la fin. Quand un enfant ne réussit pas, on n'a pas le droit de dire qu'il est nul », a-t-elle dit réaffirmant l'engagement de la communauté éducative à accompagner chaque talent.

Instituée par les Nations Unies en 2011 et célébrée chaque 11 octobre, la Journée internationale de la fille vise à promouvoir les droits des filles. ATOP/SED/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2027 A LA COMMUNE KLOTO 2

Kpalimé, 29 oct. (ATOP) - Le Débat d'orientation budgétaire (DOB) de la commune Kloto 2, au titre de l'exercice 2027, a été ouvert, le mercredi 28 octobre à Lavié, à 15 km au nord de Kpalimé. Il intervient dans le cadre de la quatrième session ordinaire du conseil communal consacrée à l'élaboration du budget primitif 2027.



L'assistance attentifs...



...au maire Eho (2è de la gauche)

Les échanges ont porté sur les orientations budgétaires de la commune, notamment les quatre axes prioritaires identifiés pour l'exercice 2027. Ces axes sont, le renforcement de la mobilisation des ressources propres afin d'accroître l'autonomie financière de la commune ; la maîtrise des dépenses ; les investissements réalisables, répondant aux besoins concrets des communautés ainsi que l'équité et la transparence dans la répartition des ressources entre les différentes localités.

Le maire de Kloto 2, Eho Kodzo Mawuena, a souligné l'importance de ce débat dans la gestion responsable des ressources publiques et la prise en compte des besoins des populations. Il a relevé les attentes des populations notamment l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les infrastructures scolaires, l'entretien des voies et des pistes rurales, l'éclairage public, l'amélioration du cadre de vie ainsi que le développement des activités économiques locales. L'insertion socioprofessionnelle des jeunes et les préoccupations des femmes figurent également parmi les défis à prendre en compte.

Face à ces besoins et au regard des ressources disponibles, le maire a invité les participants à formuler des propositions réalistes, tenant compte des capacités financières de la commune et des possibilités de financement. M. Eho a également insisté sur la nécessité de renforcer le suivi de la trésorerie, des engagements financiers et de l'exécution des projets. Il a annoncé des échanges avec les chefs traditionnels et les comités villageois de développement en vue de recueillir les besoins des populations.

Le maire de Kloto 2 a également rappelé l'importance du renforcement des capacités du personnel communal et du recrutement de compétences diversifiées pour améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Au nom des chefs traditionnels de la commune, le chef de canton de Kpimé, Togbui Awako IV, a évoqué plusieurs préoccupations des populations, notamment l'assainissement, l'accès à l'eau potable et l'occupation des emprises publiques. Togbui Awako a souhaité que ces préoccupations soient examinées afin de trouver des solutions adaptées aux ressources disponibles. Concernant la mobilisation des recettes

communales, il a préconisé une sensibilisation accrue des citoyens sur l'importance du paiement des taxes pour le développement local.

Le président du Comité villageois de développement (CVD) de Lavié-Huimé, Biaku Adza Kodzo, a réaffirmé leur engagement à sensibiliser les acteurs économiques au respect de leurs obligations fiscales et à contribuer à une meilleure collecte des taxes et des tickets de marché. M. Biaku a évoqué la nécessité de lutter contre la multiplication des marchés secondaires, qui freine la collecte des recettes au marché principal. Il a proposé la création d'un marché secondaire à Huimé destiné à la vente de légumes.

ATOP/AYH/BA

OGOU:

UNE CAMPAGNE DE PROXIMITE DE LA CNDH POUR SENSIBILISER LES FEMMES SUR LES QUESTIONS DE SANTE

Atakpamé, 28 oct. (ATOP) - La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) des Plateaux-Est a mené, du 22 au 28 octobre, une tournée de sensibilisation dans plusieurs localités d'Atakpamé pour sensibiliser les femmes sur les questions de santé.

La Commission s'est notamment rendue dans les quartiers de Campement 1, Djidja, Sada, Koréma et Kéta, ainsi qu'à la prison civile d'Atakpamé. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des missions de la



La sage femme Fagno entretenant les femmes sur les cancers

CNDH, qui consistent à promouvoir et à protéger les droits de la personne humaine. Cette campagne de proximité a permis de sensibiliser les femmes aux signes d'alerte du cancer de seins, du cancer du col de l'utérus et d'autres pathologies ainsi qu'à l'importance du dépistage précoce.

À la prison civile d'Atakpamé, les femmes détenues ont bénéficié d'un dépistage du cancer du col de l'utérus. En marge de ces activités sanitaires, les échanges ont également porté sur la responsabilité parentale, en mettant l'accent sur le rôle primordial des parents dans l'éducation, la protection et le bien-être des enfants.

La responsable de la CNDH des Plateaux-Est, Mme Aliassim Falilatou, a souligné que la santé est un droit fondamental et inaliénable à chaque citoyenne, sans aucune distinction, qu'elle soit libre de ses mouvements ou incarcérée. Elle a exhorté les femmes à briser le tabou entourant ces maladies et à adopter les bons réflexes en matière de prévention et de consultation médicale régulière.



Mme Aliassim intervenant sur la responsabilité parentale



Les femmes musulmanes suivant la sensibilisation

La surveillante de l'administration pénitentiaire, Tchabana Aïda, a indiqué que cette action de sensibilisation constitue un réconfort et un accompagnement sanitaire précieux

pour les détenues, contribuant ainsi à la préservation de leur santé et à leur réinsertion dans la dignité.

Au terme de cette campagne, les participantes se sont engagées à relayer les messages reçus auprès de leurs familles et des communautés respectives.

ATOP/KKT/MD

SANTE :

LE PROJET D'ETABLISSEMENT HOSPITALIER (PEH) 2026-2030 DU CHP BASSAR VALIDE

Bassar, 29 oct. (ATOP) – Le Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Bassar a validé son projet d'établissement hospitalier (PEH) 2026-2030 lors d'un atelier, les 26 et 27 octobre à Bassar.

Initié par le ministère en charge de la Santé, l'atelier a permis de présenter les diagnostics réalisés par les six comités thématiques, d'exposer le PEH et expliquer la stratégie d'engagement proposée. Les rôles ont été définis et clarifiés sur la mise en œuvre des comités de vigilance et des responsables du projet. Le document de synthèse des différents rapports des comités thématiques a été validé.



Les participants

Les travaux ont permis également de présenter le PEH aux parties prenantes et de recueillir leurs amendements. Les participants, notamment les agents de la santé, les facilitateurs, les partenaires techniques et financiers, les personnes ressources, ainsi que les acteurs communautaires, ont amendé les différentes rubriques des six projets contenus dans le PEH.

Le préfet de Bassar, Lt-col Asiah Hodabalo a rappelé que la santé constitue une priorité nationale absolue liée à l'accessibilité et à la garantie de la couverture sanitaire. Il a invité les acteurs du secteur à « Faire du CHP Bassar un hôpital de référence territorial plus accessible, modernisé, résilient et conforme aux exigences de qualité ».

Le directeur du CHP Bassar, Lt-col Serge Anate Amouki, a fait savoir que le document qui a été soumis à la validation est le fruit d'un travail participatif rigoureux et le PEH fixe la vision du centre déclinée en priorités.

La prochaine étape de ce projet consistera à la budgétisation, afin de finaliser le document et de lancer la mise en œuvre opérationnelle du PEH.

Le PEH est un document stratégique et une feuille de route qui définit les objectifs, la politique générale et les moyens d'un hôpital sur une période pluriannuelle (généralement 5 ans). Il donne une direction commune à l'ensemble des acteurs de l'établissement pour faire face aux besoins de santé du territoire.

ATOP/LK/AR/KYA

GOVERNANCE LOCALE ET GENRE :

LES RESULTATS DE LA COLLECTE DE DONNEES RESTITUES AUX ACTEURS DE ZIO 1

Tsévié, 29 oct. (ATOP) – Une trentaine d'acteurs de la commune Zio 1 ont pris part, le mercredi 28 octobre à Tsévié, à une séance de restitution et de validation des résultats de la collecte de données sur l'état des lieux des espaces de dialogue multi-acteurs, en vue de renforcer la gouvernance locale inclusive et sensible au genre.

Cette rencontre est organisée par la Coopération allemande à travers le projet « DeZon », mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec le ministère en charge de la Solidarité et du Genre. Elle fait suite à une enquête menée les 12 et 13 octobre derniers auprès de 35 acteurs locaux dont 51 % de femmes.



Le maire (au micro) lors de son allocution



Les acteurs

L'initiative s'inscrit dans le cadre du processus d'intégration du genre dans la gestion des affaires publiques locales. Elle vise à cartographier et évaluer la fonctionnalité des cadres de concertation existants afin de mettre en place un nouveau ou de redynamiser l'existant.

La cartographie présentée révèle un niveau d'opérationnalité de seulement 25 % pour les espaces de concertation dédiés au genre et aux droits des femmes dans la commune, caractérisé par une faible participation féminine aux instances décisionnelles. Face à ce constat, les participants ont engagé des échanges constructifs et mis en place un comité préparatoire de 5 membres, présidé par le conseiller municipal, Pierre Agbabu, chargé de piloter la création du futur cadre de concertation multi-acteurs.

Pour garantir la pérennité et la reconnaissance institutionnelle du dispositif, la démarche prévoit à terme la signature d'un arrêté municipal portant fonctionnement de cet espace de dialogue, ainsi que l'élaboration et l'adoption d'une charte de collaboration par l'ensemble des parties prenantes.

Le maire de la commune Zio 1, Dr Atatsi Ayao, a réaffirmé la volonté du conseil municipal de promouvoir une gouvernance participative conformément à la vision des plus hautes autorités du pays. Il a appelé l'ensemble des acteurs à une synergie d'actions pour transformer ces consultations en décisions concrètes au profit des populations.

La cheffe du projet DeZon, Mme Danny Claire Nkurikiye, a souligné que la participation effective des femmes demeure un enjeu majeur de la décentralisation. Elle a invité les acteurs locaux à s'approprier ce processus pour faire émerger un mécanisme de concertation régulier, équitable et adapté aux réalités du milieu. ATOP/AM/SED

KERAN/JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME RURALE :

L'APOTHEOSE DE LA 29^E EDITION CELEBREE EN DIFFERE A KANTE

Kantè, 29 oct. (ATOP) - La 29^e Journée internationale de la femme rurale observée chaque 15 octobre, a été célébrée en différé le mercredi 28 octobre à Kantè.

Cette édition est placée sous le thème « Femmes rurales togolaises : piliers des systèmes agro-alimentaires durables ». L'apothéose a été marquée par une sensibilisation et un sketch autour du thème couplés de la remise de matériels à 10 groupements féminins mixtes. Ces coopératives bénéficiaires sont issues des 3 communes de la préfecture. Elles ont notamment reçu un lot de matériels de production, de transformation et de commercialisation composé de 8 tricycles, de 2 batteuses et de 3 motopompes ainsi que de leurs composantes.

L'objectif pour le gouvernement à travers le ministère en charge des Solidarités et de la famille, est de reconnaître et de mettre en valeur, le rôle et l'apport décisifs de ces

actrices dans la production et la transformation agricole pour une autonomisation économique durable des ménages. Il ressort du constat que les femmes rurales sont présentes à toutes les étapes de la chaîne de valeur, depuis la production à la commercialisation en passant par la transformation. Cependant, elles font face à de nombreuses contraintes liées aux barrières socioculturelles, à l'accès aux terres et au manque de formation.



Vue partielle des équipements et matériels de production reçus



La ministre Sankarédja (à droite) remettant une clé de tricycle à des membres d'une coopérative d'Ossacré

Le ministre en charge des Solidarités et de la famille, Mme Martine Moni Sankarédja-Sinandja a insisté sur le fait que les femmes garantissent la sécurité alimentaire des ménages et des collectivités. « Il est donc important d'intensifier des actions de sensibilisation, de lobbying et de plaidoyer en leur faveur afin qu'elles aient accès aux moyens de production notamment la terre, le crédit financier et la technologie », a souligné la ministre Sankarédja.

Au nom des bénéficiaires, la secrétaire de la coopérative «Bassaam» de Koutougou, Mme Proo Adom a exhorté ses camarades à s'investir davantage pour plus de productivité afin d'accompagner les efforts du gouvernement dans la dynamique d'une autonomisation pour une autosuffisance alimentaire.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la représentante résidente de l'UNFPA, Mme Elise Kakam et des représentants pays du PAM et de la FAO, de la coordinatrice du projet CAAFR au ministère en charge de l'Agriculture, Dr Kayi Aguey-Wognon et du préfet de la Kéran, Douti N'Sarma Mabiba. ATOP/PAP/SED

KOZAH/LUTTE CONTRE LES CANCERS:

DES SERVEUSES ET TENANCIERES DE BARS SENSIBILISEES AU DEPISTAGE PRECOCE

Kara, 29 oct. (ATOP) – Cent serveuses et tenancières de bars ont été formées et sensibilisées au dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus les 21 et 22 octobre à Kara.

Cette sensibilisation organisée par la Brasserie BB de Lomé en collaboration avec l'association FemSansCancer (F.S.C.) intervient dans le cadre de la campagne annuelle « Octobre Rose ». L'objectif est d'éveiller la conscience des jeunes filles et femmes sur ce mal silencieux. Il s'agit de contribuer à la lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus au Togo à travers la sensibilisation au dépistage précoce et à récolter des fonds pour la recherche. Il s'est agi d'apprendre aux participantes, la bonne pratique de l'auto-examen des seins, de leur faire



Participantes et BB Lomé

connaître les signes et symptômes du cancer du sein à partir de « l'affiche de citrons ». Il a été aussi question d'améliorer les connaissances des groupes cibles sur les cancers du col de l'utérus et du sein, de les inciter au dépistage régulier par frottis cervico-utérin ou test HPV.

A travers des projections, des posters de citrons montrant les différents signes et symptômes du cancer du sein et du col de l'utérus, les cibles ont été édifiées sur le fléau. Des exercices pratiques leur ont permis de mieux s'adapter aux différentes techniques d'auto-consultation et aux premiers gestes à adopter en cas de présence de symptômes.



Exercice d'auto-palpation

Comprendre le cancer du sein pour mieux agir

Le président de la Fédération togolaise des organisations de lutte contre les maladies non transmissibles au Togo (FETO-LMNT), Dr. Kouvahey Damien, formateur, a défini le cancer du sein, comme étant « le développement anormal des cellules au niveau du sein dû à diverses causes, entre autres, les hormones et l'âge ». Selon lui, plus on avance en âge, plus le risque augmente. « Aujourd'hui, le cancer existe parce qu'on mange trop sucré, trop salé, trop gras, avec beaucoup de toxiques, buvons assez d'alcool, consommons trop de tabac sans faire assez d'activités physiques », a-t-il dit.

Dr Kouvahey a fait savoir que le cancer du sein apparaît sous les signes d'un nodule avec saignement, une peau d'orange, ou un sein qui grossit plus que l'autre et change de forme. Il a exhorté les jeunes filles à l'autopalpation pour mieux découvrir leurs seins. Dès qu'il y a un petit signe, il a-t-il précisé, il faut se rendre à l'hôpital. Le spécialiste a enfin insisté sur les gestes qui sauvent notamment, dormir suffisamment, faire de l'activité physique et surtout, ne jamais utiliser de pommades pour faire grossir les seins.

Que retenir du cancer du col de l'utérus

Concernant le cancer du col de l'utérus, le docteur Kouvahey a indiqué que c'est « un virus, appelé le papillomavirus humain (HPV) qui peut rester au niveau du col pendant 10 à 15 ans et se multiplie pour donner des lésions aboutissant au cancer ». Il a demandé aux jeunes filles d'éviter les rapports sexuels précoces, de ne pas multiples de partenaires, et de ne pas introduire certains produits chimiques dans l'anus pour faire grossir les fesses ou dans le vagin pour plus de plaisir, car ces pratiques dangereuses favorisent le cancer du col. « Il faut aussi pratiquer la bonne hygiène et surtout à aller se faire dépister régulièrement par frottis ou test HPV », a-t-il conclu. Le directeur des ressources humaines à la BB Lomé, Johnson Efoua, a souligné que par cette activité, la BB Lomé entend faire des serveuses de bars des ambassadrices ou des porte-voix de ces messages pour freiner l'avancée du cancer du sein et du col de l'utérus. « L'action est assumée car au-delà de l'usine, l'entreprise tient à promouvoir le bien-être à travers des actions citoyennes », a-t-il précisé.

La présidente du syndicat des tenanciers de bars de Kara, Mme Balouki Yaouda a exprimé sa satisfaction. « Aujourd'hui nous avons réalisé que le cancer est une réalité, ce n'est pas une fatalité. Nous sommes très contentes et demandons que ces rencontres soient organisées chaque année », a-t-elle souhaité. ATOP/AK/SG/BA

OCTOBRE ROSE :**DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION ESSONOUTI SENSIBILISES ET DEPISTES**

Agoè-Nyivé, 29 oct. (ATOP)- Quatre-vingts membres de l'association Essonouti ont bénéficié d'une séance de sensibilisation et de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, le jeudi 29 octobre au CMS d'Agoè-Nyivé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne d'Octobre Rose et vise à permettre aux femmes de connaître leur état de santé à travers le dépistage. Au cours de la séance de sensibilisation, les participantes ont été informées des



Les femmes sensibilisées sur le Cancer du sein et du col de l'utérus

manifestations de ces maladies et des moyens de prévention.

Pour le cancer du sein, l'autopalpation a été recommandée afin d'aider les femmes à repérer d'éventuelles anomalies et à consulter rapidement un professionnel de santé. S'agissant du cancer du col de l'utérus, l'accent est mis sur la prévention des Infections sexuellement transmissibles (IST), notamment par l'adoption de comportements sexuels responsables, ainsi que sur l'importance du dépistage régulier.

Le représentant de l'association Essonouti, Pam Honoré, a indiqué que le manque d'information constitue un obstacle à la détection précoce, d'où l'importance de cette campagne de sensibilisation, couplée d'un dépistage, pour permettre aux femmes de connaître leur état de santé et de bénéficier d'une prise en charge rapide.

Une bénéficiaire de l'association, Mme Gbondjoè Chantal, a exprimé sa reconnaissance à l'association pour les efforts consentis en faveur des femmes. Elle s'est engagée à mettre en pratique les conseils reçus lors de cette sensibilisation.

ATOP/ASA/MD



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



INTERVIEW

« UNE MAUVAISE CONSERVATION DES ALIMENTS OU UNE MANIPULATION INAPPROPRIÉE PEUVENT PROVOQUER DES INTOXICATIONS ALIMENTAIRES » (ANSELME BRUNO SANDAH)

La qualité et la sécurité des repas servis dans les restaurants suscitent parfois des interrogations chez les consommateurs. Entre les conditions de conservation des aliments, le respect des règles d'hygiène et la fraîcheur des ingrédients utilisés, certains clients s'interrogent sur les risques que peuvent présenter les mets préparés hors de leur domicile. Comment les chefs cuisiniers préviennent-ils ces risques ? Quelles garanties peuvent-ils apporter aux consommateurs ? Dans cette interview, M. Anselme Bruno Sandah, secrétaire général adjoint de l'Union des chefs cuisiniers du Togo (UCCT), revient sur les exigences et les responsabilités des professionnels de la restauration.

ATOP : Certains consommateurs doutent de la qualité sanitaire des repas servis dans les restaurants. Ces inquiétudes sont-elles justifiées ?

Anselme Bruno Sandah : Les consommateurs ont raison d'accorder une attention particulière à ce qu'ils mangent. La sécurité alimentaire est une responsabilité importante pour tous les professionnels de la restauration. Un repas ne doit pas seulement être bon au goût ou bien présenté. Il doit également être préparé dans des conditions qui préservent la santé du consommateur. Une mauvaise conservation des aliments, un défaut d'hygiène ou une manipulation inappropriée peuvent favoriser la contamination des produits et provoquer des intoxications alimentaires. C'est pourquoi le chef cuisinier doit rester vigilant à toutes les étapes, depuis le choix des ingrédients jusqu'au service.



Chef Anselme Sandah

ATOP : Concrètement, comment un chef cuisinier peut-il garantir la qualité des mets proposés à ses clients ?

M. Sandah : Cela commence par le choix des produits. Le chef doit vérifier leur fraîcheur, leur état et leur provenance autant que possible. Il doit ensuite respecter les conditions de conservation adaptées à chaque aliment. La viande, le poisson, les produits laitiers et les plats préparés, par exemple, nécessitent une attention particulière en matière de température et de durée de conservation. Les denrées doivent être stockées dans des conditions appropriées et les produits altérés ne doivent pas être utilisés. Il faut également respecter les règles de préparation et de cuisson, nettoyer les équipements et veiller à la propreté de l'espace de travail. La sécurité d'un repas repose sur l'ensemble de ces précautions.

ATOP : Certains établissements rencontrent des difficultés liées au manque d'équipements de réfrigération. Es-ce un risque supplémentaire ?



Des professionnels de restauration

M. Sandah : Le manque d'équipements adaptés peut effectivement compliquer la conservation des produits périssables. Les réfrigérateurs et les chambres froides, lorsqu'ils sont nécessaires, contribuent à maintenir les aliments dans de bonnes conditions. Lorsqu'un établissement ne dispose pas des équipements appropriés, il doit redoubler de vigilance dans la gestion de ses approvisionnements et de ses stocks. Mais il faut être clair, les contraintes matérielles ne doivent pas conduire à

négliger la sécurité des consommateurs. Les professionnels doivent prendre toutes les précautions possibles et ne pas servir des aliments dont la qualité sanitaire est douteuse.



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg



ATOP : Au-delà de la conservation, quelles sont les principales précautions à prendre dans une cuisine pour éviter les contaminations ?

M. Sandah : L'hygiène est indispensable. Les mains doivent être lavées régulièrement, les plans de travail et les ustensiles nettoyés correctement. Il faut aussi éviter les contacts entre les aliments crus et les aliments prêts à être consommés. Les ustensiles utilisés pour manipuler les viandes, les volailles, les poissons et les légumes doivent être gérés de manière à limiter les contaminations croisées. La cuisson doit également être adaptée aux aliments préparés. Enfin, le chef a la responsabilité d'organiser le travail de son équipe et de veiller à ce que chaque membre respecte les consignes. La sécurité alimentaire est un effort collectif qui exige de la discipline au quotidien.



Des cuisiniers apprêtant les ingrédients (Photo internet)

ATOP : Comment les consommateurs peuvent-ils savoir si un restaurant accorde réellement de l'importance à ces exigences ?

M. Sandah : La propreté générale des lieux, l'entretien des équipements et les conditions dans lesquelles les aliments sont manipulés peuvent donner des indications aux clients. Toutefois, l'apparence d'un établissement ou d'un plat ne suffit pas, à elle seule, à garantir sa sécurité sanitaire. C'est pourquoi les professionnels doivent faire preuve de transparence, de rigueur et de responsabilité. Les contrôles sanitaires et la sensibilisation des acteurs de la restauration sont également importants. Notre objectif doit être de gagner et de préserver la confiance des consommateurs grâce à des pratiques responsables.

ATOP : Les chefs cuisiniers ont-ils également un rôle à jouer dans la promotion des produits locaux ?

M. Sandah : Absolument. Les produits locaux occupent une place importante dans notre alimentation et dans notre patrimoine culinaire. Les chefs peuvent les valoriser à travers des menus variés qui mettent en avant les produits de nos terroirs, les légumes et les fruits de saison ainsi que les recettes traditionnelles. Mais la promotion du consommateur local doit aller de pair avec le respect des règles d'hygiène et de conservation. Un produit local doit être sélectionné, conservé et préparé dans de bonnes conditions, comme tout autre aliment. La qualité et la sécurité des mets sont essentielles pour encourager durablement la consommation locale.

ATOP : Quel message aux consommateurs qui hésitent à manger dans les restaurants par crainte des risques sanitaires ?

M. Sandah : Nous devons leur faire comprendre que la sécurité alimentaire est au cœur de notre métier. Les chefs cuisiniers doivent constamment améliorer leurs pratiques, renforcer leurs compétences et veiller à la qualité des produits qu'ils utilisent. La confiance du client se construit par le sérieux, l'hygiène et le respect des exigences professionnelles. Nous invitons donc les acteurs de la restauration à assumer pleinement leurs responsabilités. Les consommateurs doivent pouvoir manger au restaurant avec confiance, tout en sachant que cette confiance doit être méritée chaque jour. La promotion des produits du terroir et du savoir-faire culinaire togolais doit nécessairement

s'accompagner du respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire. Les chefs cuisiniers doivent veiller à la qualité des ingrédients utilisés et aux conditions de préparation des mets. Il est important de rassurer les consommateurs sur la qualité sanitaire des repas servis dans les restaurants afin de renforcer leur confiance et de les encourager à consommer davantage les produits locaux.

Propos recueillis par Abel OZIH



NOUVELLES DE L'ETRANGER

CÔTE D'IVOIRE :

PREMIÈRE SIMULATION NATIONALE DE CRISE CYBER

Abidjan, (Xinhua) - La Côte d'Ivoire a lancé le mercredi 28 octobre à Abidjan sa première simulation nationale de crise cyber, réunissant près de 800 participants issus des secteurs public et privé ainsi que du monde universitaire, dans l'optique d'évaluer les capacités du pays à faire face à une cyberattaque majeure.

Organisée les 28 et 29 octobre par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information de Côte d'Ivoire (ANSSI-CI), la simulation CYBER.EX 2026 se déroule autour du thème "Résilience numérique nationale: anticiper, réagir, rebondir ensemble pour garantir la sécurité".

Elle met à l'épreuve les secteurs de l'énergie, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la finance, afin d'évaluer les capacités de détection et de réponse aux cyberattaques, la coordination entre équipes techniques et décideurs, ainsi que la continuité des services essentiels en situation de crise.

A l'ouverture de la simulation, le ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, Djibril Ouattara, a souligné l'importance de renforcer les capacités nationales face aux cybermenaces et annoncé la révision de la stratégie nationale de cybersécurité pour 2026-2030.

Selon le directeur général de l'ANSSI-CI, le général de brigade Guelpétchin Ouattara, l'exercice repose sur un scénario dans lequel un incident informatique dégénère en crise majeure. Par exemple, une panne d'électricité pourrait entraîner des perturbations des télécommunications et des systèmes de paiement, obligeant les organisations concernées à coordonner leur réponse.

"Depuis janvier 2026, l'ANSSI a notifié 147 vulnérabilités majeures à 124 organisations", a indiqué Guelpétchin Ouattara à l'ouverture des travaux, selon l'Agence de presse africaine (APA). Ces vulnérabilités ont notamment été associées à des fuites de données sensibles et à des blocages de systèmes suivis de demandes de rançon, a-t-il précisé.

L'événement comprend également des formations en cybersécurité, dont une compétition "Capture The Flag" et une masterclass sur le cadre juridique et institutionnel destinée aux étudiants, ainsi qu'une formation dédiée aux responsables de la sécurité des systèmes d'information de l'administration publique.

Xinhua

GABON :**UN PROGRAMME DE FORMATION À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR 100 JEUNES**

Libreville, (Xinhua) - Un programme de formation à l'intelligence artificielle destiné à 100 jeunes porteurs de projets a été lancé le mercredi 27 octobre à Libreville par la ministre gabonaise des PME-PMI et de l'Entrepreneuriat, Zenaba Gninga Chaning, a constaté sur place un correspondant de Xinhua.

Composée de 25 jeunes femmes et de 75 jeunes hommes âgés de 18 à 45 ans, cette première promotion bénéficiera d'une formation de trois semaines à l'Espace PME de Likouala, visant à renforcer leurs compétences et à favoriser le développement de leurs projets entrepreneuriaux.

Le programme bénéficie du soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'AKEWA Accélérateur, une structure gabonaise privée d'accompagnement et d'incubation d'entreprises.

"L'objectif, c'est de se réapproprier l'économie et de contribuer à construire le pays", a déclaré la ministre, appelant les participants à faire preuve d'assiduité et de persévérance.

A l'issue de la formation, les bénéficiaires devraient recevoir un accompagnement financier pour concrétiser leurs projets.

Xinhua

CEMAC :**LE CAMEROUN ACCUEILLE LE PREMIER FORUM RÉGIONAL DE LA NOTATION FINANCIÈRE**

Yaounde, (Xinhua) - La première édition du Forum régional de la notation financière s'est ouverte le mercredi 27 octobre à Douala, capitale économique du Cameroun, afin de promouvoir la transparence des investissements et de renforcer l'attractivité financière de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), a rapporté le quotidien public Cameroon Tribune.

L'événement est organisé par Geneva Investment Corporation, dont l'agence de notation GIC Rating S.A. a obtenu l'agrément de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) le 7 août 2026.

Le forum réunit des représentants des ministères des Finances des six pays de la CEMAC, de la Commission de la CEMAC, de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), de la COSUMAF et de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA). Des représentants de la Société financière internationale (SFI), de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), ainsi que des banques, des sociétés de gestion de portefeuille et des investisseurs sont également attendus.

"Notre ambition n'est pas de remplacer les agences internationales, mais de contribuer à une meilleure compréhension des risques de crédit dans notre sous-région, afin de renforcer davantage la confiance des investisseurs", a déclaré Serge Mathieu Kombou, administrateur-directeur général de GIC Rating.

Le forum entend favoriser les échanges sur les mécanismes susceptibles d'améliorer la transparence de l'environnement des affaires et la compréhension des risques de crédit sur les marchés financiers de la sous-région.

Les travaux devraient déboucher sur des recommandations visant à renforcer la crédibilité financière de la CEMAC et à améliorer sa capacité à attirer les investissements.

Xinhua

ESPAGNE :**LE PM DÉCLARE TROIS JOURS DE DEUIL NATIONAL APRÈS UNE COLLISION FERROVIAIRE MEURTRIÈRE**

Madrid, (Xinhua) - Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a annoncé le mercredi 27 octobre trois jours de deuil national après qu'au moins 68 personnes ont trouvé la mort dans la collision de deux trains à grande vitesse dans le centre de l'Espagne, et promis qu'une enquête approfondie serait menée pour déterminer la cause du drame.

M. Sanchez, qui s'est exprimé dans un poste de commandement d'urgence établi près du site de l'accident dans la province de Tolède, a assuré que le gouvernement enquêterait sur les circonstances de la collision et prendrait des mesures fermes si des négligences ou des dysfonctionnements des systèmes de sécurité ferroviaire venaient à être découverts. "Nous allons faire toute la lumière sur cet accident", a-t-il affirmé.

Le Premier ministre a présenté ses condoléances aux familles des victimes et déclaré que "toute l'Espagne est en deuil" après cette tragédie. Selon lui, la priorité immédiate du gouvernement est de venir en aide aux victimes et à leurs familles, de secourir autant de survivants que possible, et d'apporter un soutien médical et psychologique aux personnes touchées.

La collision est survenue mercredi matin dans la province de Tolède, à environ 120 km au sud de Madrid, quand un train à grande vitesse de la société nationale Renfe a percuté depuis l'arrière un train immobilisé de l'entreprise privée Iryo sur la ligne ferroviaire Madrid-Séville.

D'après Emiliano Garcia-Page, président de la communauté autonome de Castille-La Manche, dont fait partie la province de Tolède, le bilan s'est alourdi à 68 morts et des dizaines de blessés. La cause exacte de l'accident fait actuellement l'objet d'une enquête. Xinhua

**ATOP**

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité
 +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

 atoptogo1@gmail.com

 www.atop.tg


SPORTS

DR PATRICE MOTSEPE, AUX COTES DE DIRIGEANTS INTERNATIONAUX AU CNN GLOBAL PERSPECTIVES A DOHA, AU QATAR, LE JEUDI 29 OCTOBRE 2026

Qatar, (CAF) - Le président de la Confédération Africaine de Football (CAF), Dr Patrice Motsepe, participe au rendez-vous CNN Global Perspectives 2026, qui réunit des dirigeants internationaux issus des sphères gouvernementale, économique, sportive et d'autres secteurs, le jeudi 29 octobre 2026 à Doha, au Qatar.

Dr Patrice Motsepe prendra part à une table ronde de haut niveau consacrée à l'avenir du football, qui portera notamment sur la transformation du football africain, sa valeur commerciale croissante et l'influence grandissante du continent sur la scène sportive mondiale.

Organisé à Doha, le CNN Global Perspectives rassemble des personnalités influentes et des décideurs pour débattre des grandes tendances qui façonnent l'avenir des affaires, de la technologie, de la culture et des enjeux internationaux. CAF

COUPE DE LA CONFEDERATION CAF:**LE TIRAGE AU SORT DE LA PHASE DE GROUPES AVEC L'USM ALGER, TENANT DU TITRE**

Caire, (RFI) - Le tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe de la Confédération 2026-2027 a eu lieu le mercredi 28 octobre. Tenante du titre, l'USM Alger devra faire notamment face au CS Sfaxien et à l'AS Real Bamako.

L'USM Alger abordera le tournoi avec l'ambition de remporter une troisième Coupe de la Confédération en quatre saisons. Les Algériens feront face aux tunisiens du CS Sfax, aux Mozambicains des Black Bulls et aux Maliens de l'AS Real Bamako.

L'autre club algérien, le CR Belouizdad a été placé dans le groupe C, où il devra notamment affronter le Maniema Union, représentant de la République démocratique du Congo, les Tanzaniens de Singida Black Stars et les Zambiens du Red Arrows.

Groupe A : Al Ahly (Égypte), Raja Casablanca (Maroc), AS Kara (Togo), Primeiro de Agosto (Angola).

Groupe B : AS FAR (Maroc), Azam FC (Tanzanie), Al Ahli Tripoli (Libye), Durban City (Afrique du Sud).

Groupe C : vainqueur de CR Belouizdad – AS Douanes/Hafia FC, AS Maniema Union (RD Congo), Singida Black Stars (Tanzanie), Red Arrows (Zambie).

Groupe D : USM Alger (Algérie), CS Sfaxien (Tunisie), Black Bulls (Mozambique), AS Real Bamako (Mali). RFI

